



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARD

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°30-2019-154

PUBLIÉ LE 24 SEPTEMBRE 2019

Sommaire

Préfecture du Gard

30-2019-09-23-002 - AP n°30-2019-09-23-1 Gilets jaunes Interdiction de manifester

Alès: sur l'avenue Maréchal Juin, au rond-point de la route de Bagnols et au rond-point de la route de Mons ainsi que sur la N106, au rond-point des avenues René Cassin/Olivier de Serres et au rond-point de la D225 Route de Dions à Nîmes, (4 pages)

Page 3

Préfecture du Gard

30-2019-09-23-002

AP n°30-2019-09-23-1 Gilets jaunes

Interdiction de manifester Alès: sur l'avenue Maréchal

Juin, au rond-point de la route de Bagnols et au

rond-point de la route de Mons ainsi que sur la N106, au

rond-point des avenues René Cassin/Olivier de Serres et au

rond-point de la D225 Route de Dions à Nîmes,



Lib erté • Eg alité • Fratemit é
RÉPUBLIQUE FRAN ÇAI SE

PRÉFET DU GARD

CABINET

Direction des sécurités

Service d'animation des
politiques de sécurité intérieure

Nîmes, le 23 septembre 2019

Arrêté 30-2019-09-23-1 portant interdiction de rassemblement ou de manifestation à caractère revendicatif relative au mouvement des “gilets jaunes” à Alès, sur l’avenue Maréchal Juin, au rond-point de la route de Bagnols et au rond-point de la route de Mons ainsi que sur la N106, au rond-point des avenues René Cassin/Olivier de Serres et au rond-point de la D225 Route de Dions à Nîmes, sur la voie publique et le domaine public routier

Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code pénal, notamment les articles 431-3 et suivants, les articles R610-1, R 610-5 et R 644-4 ;

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles 529 et R.48-1;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment les articles L 211-1 à L 211-4, les articles R 211-26-1, R 285-1, R 286-1 et R 287-1;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2214-4 ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière notamment l’article L 111-1;

VU le règlement de voirie départementale notamment l’article 1 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2019-208 du 20 mars 2019 instituant une contravention de quatrième classe pour participation à une manifestation interdite sur la voie publique;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant M. Didier LAUGA, Préfet du Gard ;

VU le décret du 13 décembre 2017 nommant M. Thierry DOUSSET, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard ;

VU l’arrêté de délégation de signature à M. Thierry DOUSSET, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Gard;

Hôtel de la Préfecture – 10 avenue Feuchères – 30045 NÎMES CEDEX 9

Tél: 0.820.09.11.72 (0,118 € / minute depuis une ligne fixe) - Fax: 04.66.36.00.87 - www.gard.gouv.fr

CONSIDERANT que le domaine public routier comprend l'ensemble des biens du domaine public de l'Etat, des départements et des communes affectés aux besoins de la circulation terrestre, à l'exception des voies ferrées;

CONSIDERANT que, dans le domaine public routier sont intégrés, la chaussée et ses dépendances, les accotements, les terre-pleins centraux et les trottoirs éventuels, les pistes cyclables, les talus, les bassins de rétention, les aires de repos ou de service destinées à l'entretien des routes, les parcs de stationnement de surface, les plantations effectuées en bordure de voies ou sur les dépendances du domaine public;

CONSIDERANT que, depuis le 17 novembre 2018, dans le cadre du mouvement dit « des gilets jaunes », de nombreuses manifestations spontanées ou sommairement organisées chaque weekend, au moyen d'appels sur les réseaux sociaux ont eu lieu en divers points dans le département du Gard et, plus particulièrement, sur des lieux symboliques tels que les ronds-points d'Alès et de Nîmes ;

CONSIDERANT que la plupart de ces manifestations n'ont fait l'objet d'aucune déclaration de déclaration auprès des autorités administratives selon les termes des articles L 211-1 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

CONSIDERANT que lors de ces rassemblements, les participants au mouvement des "gilets jaunes" ont, à de multiples reprises opéré des barrages filtrants ou bloquants, nécessitant l'intervention des forces de sécurité intérieure ;

CONSIDERANT que, depuis le 17 novembre 2018, plusieurs dizaines d'individus ont été interpellés par les forces de sécurité intérieure pour des infractions commises à l'occasion de ces manifestations non déclarées ;

CONSIDERANT que la rocade Est d'Alès (D60, avenue Maréchal Juin) et la RN106 constituent des points névralgiques en termes de circulation routière pour l'arrondissement d'Alès et l'arrondissement de Nîmes ;

CONDIDERANT que ces embranchements demeurent des axes de desserte privilégiés et qu'ils constituent les principaux accès aux centres hospitaliers et aux centres de secours du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) ;

CONSIDERANT que depuis le 17 novembre 2018 des manifestants ont envahi les voies de circulation sur la rocade Est de la commune d'Alès et la RN106 se mettant en danger ainsi que les usagers de la rocade ;

CONSIDERANT que, lors de l'envahissement des chaussées, les mercredi 28 novembre, samedi 1er décembre, dimanche 9 décembre, jeudi 13 décembre, vendredi 4 janvier 2019, mercredi 7 février 2019, et plus récemment le 13, 14 et 15 avril 2019, les forces de l'ordre ont dû intervenir avec le concours de forces mobiles pour restaurer la libre circulation et assurer la sécurité de tous ; que le SDIS a dû intervenir à plusieurs reprises pour éteindre des feux volontaires (palettes, branchages, poubelles...) qui avaient été déclenchés par les manifestants pour limiter la circulation d'une part et pour retarder l'intervention des forces de l'ordre d'autre part ;

CONSIDERANT que malgré plusieurs interventions des forces de l'ordre et unités de forces mobiles qui ont après sommations procédé à leur dispersion et à des interpellations pour entrave à la circulation routière, plusieurs dizaines de personnes fortement déterminées reprennent systématiquement possession des ronds-points de l'avenue Maréchal Juin et de la RN106, zones de desserte d'enseignes commerciales, et bloquent l'accès des poids lourds qui stationnent en pleine voie de circulation; que les entreprises concernées sont fortement impactées et très remontées face à cette situation qui présente un réel danger pour la sécurité de leurs clients et leur activité économique; que des menaces auraient été proférées à l'encontre des commerçants; que le blocage récurrent de ces points de circulation exacerbent les tensions entre manifestants et usagers de la route;

CONSIDERANT le changement de mode opératoire décidé depuis le 22 décembre par le mouvement des gilets jaunes de ne plus communiquer ni sur la nature, ni sur les lieux des actions envisagées et de privilégier des actions “coups de poing” décidées oralement le jour même du rassemblement ;

CONSIDÉRANT le durcissement de l’attitude des manifestants vis-à-vis des forces de l’ordre qui ont déploré plusieurs blessés et qui ont donné lieu à des dégradations importantes de biens publics ou privés ;

CONSIDERANT que depuis la forte mobilisation des gilets jaunes lors de la journée nationale d’actions qui a eu lieu le 5 février 2019, la détermination des manifestants à se réinstaller sur les ronds-points symboliques d’Alès et de la RN106 est avérée; qu’il en a notamment été le cas le 13 avril 2019 où un barrage a été réinstallé sur la RN 106 au rond-point de Dions et a pris fin le lundi 15 avril 2019 après l’intervention des services de police ; qu’il en a également été le cas le 17 septembre 2019 où un barrage filtrant a été réinstallé sur la 2*2 voies de la RN106 de 6h30 à 10h00, heure de l’intervention des forces de l’ordre.

CONSIDERANT que ces sites représentent un symbole fort pour le mouvement local des “gilets jaunes” et que cette situation de blocage sur la rocade Est d’Alès (D60 Avenue Maréchal Juin) et la RN106 perdure; que la D60 et la RN106 sont des axes routiers à forte densité de trafic et que tout rassemblement ou manifestation, se produisant au niveau de certains ronds-points sur ces deux axes, engendre un fort ralentissement du trafic et augmente le risque d’accident de la circulation;

CONSIDERANT l’appel des gilets jaunes à reprendre les ronds-points le mardi 24 septembre 2019;

CONSIDERANT qu’en cas d’absence d’organisateur déclaré la préfecture ne peut faire modifier le lieu de rassemblement ou s’assurer de la mise en oeuvre de conditions de sécurité suffisantes et internes à la manifestation ;

CONSIDERANT qu’il appartient à l’autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier l’exercice du droit de manifester avec les impératifs de l’ordre public ; que dans ce cadre elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d’infractions pénales que les troubles à l’ordre public ;

CONSIDERANT que par leur violence, leur caractère radical et répétitif, les agissements illégaux et violents survenus dans le cadre du mouvement dit « des gilets jaunes » ou à l’occasion de celui-ci, excèdent le cadre de la liberté de manifestation et les désagréments qu’un mouvement revendicatif peut entraîner, de manière générale, à l’égard des usagers ; que les forces de sécurité, fréquemment sollicitées depuis le 17 novembre 2018 par des mouvements non déclarés en de nombreux points du département, spécialement les week-ends, ne sont pas en mesure d’assurer, de façon permanente, la sécurité sur l’ensemble des lieux concernés par la manifestation ainsi projetée ; que les effectifs restants ne sauraient durablement être distraits des autres missions qui leur incombent, notamment la prévention de la menace terroriste toujours très prégnante ;

CONSIDERANT que, dans ces circonstances, l’interdiction de manifester sur le secteur concerné et mentionné à l’article 1^{er} est seule de nature à prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l’ordre public ;

VU l’urgence ;

Sur proposition du Directeur de cabinet du préfet du Gard :

ARRETE

Article 1er : Tout rassemblement ou manifestation **sur la voie publique et le domaine public routier**, à Alès sur l'avenue Maréchal Juin, au rond-point de la route de Bagnols sur Cèze et au rond-point de l'ancien chemin de Mons, ainsi que sur la RN106 au rond-point des avenues René Cassin et Olivier de Serres et au rond-point de la D225 Route de Dions à Nîmes (RN106 et bretelles d'accès comprises) est interdit **du mardi 24 septembre 2019 à 05h00 jusqu'au mercredi 25 septembre 2019 à 12h00**.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et réprimée, s'agissant des organisateurs, dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir six mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende et, s'agissant des participants, par l'article R. 644-4 du même code instituant une contravention de quatrième classe.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 : Le directeur de cabinet de la préfecture du Gard, le sous-préfet d'Alès, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard, et dont un exemplaire sera transmis sans délai au Procureur de la République et aux maires de Nîmes et d'Alès et porté à la connaissance du public par tout moyen de publicité adapté.

Le Préfet



Didier LAUGA